

DIVISION GOUVERNANCE ET DÉMOCRATIE

Appel à Contributions

Les processus électoraux en Afrique francophone

Note conceptuelle

I- Contexte

« *On n'organise pas les élections pour les perdre* ». Cette boutade de l'ancien président congolais Pascal Lissouba (1) résume parfaitement les préjugés autour des élections en Afrique francophone. Celles-ci semblent vouées à maintenir les leaders au pouvoir dans leurs positions et privilèges politiques. Pourtant, depuis les mouvements de démocratisation des années 1990, les processus électoraux ont connu une évolution notable, marqués par une quête de démocratisation et de participation citoyenne. Les élections pluralistes régulières et transparentes se sont imposées comme un instrument central de légitimation du pouvoir. Toutefois, l'institutionnalisation des élections comme nouvelle règle du jeu politique n'a pas entraîné l'alternance au pouvoir, dans bon nombre d'États d'Afrique francophone. En effet, plusieurs leaders politiques issus de l'ère du parti unique que la vague de démocratisation a vaguement fait vaciller, ont su reprendre le contrôle et sont encore au pouvoir (Paul Biya au Cameroun ; Denis Sassou-Nguesso en République du Congo et Théodoro Obiang Nguema en Guinée Équatoriale) (2). D'autres encore, ont laissé le pouvoir involontairement à la suite de leur décès ou d'un coup d'État (Idriss Déby Itno ancien président du Tchad décédé au pouvoir le 20 avril 2021 ; Omar Bongo ancien président du Gabon décédé au pouvoir en 2009; Blaise Compaoré, à la suite d'un soulèvement massif du peuple au Burkina Faso). Tous ces exemples et bien d'autres ont permis de renforcer l'assertion selon laquelle, les élections en Afrique sont un « *mirage démocratique* » (3) au regard des défis de transparence, crédibilité, participation citoyenne et gestion des conflits qui les caractérisent.

En ce qui concerne les enjeux de transparence, de crédibilité et de participation citoyenne, les processus électoraux en Afrique francophone ne sont pas généralement clairs et inclusifs. Les élections n'offrent pas toujours l'égalité de chances à tous les citoyens admissibles de participer en tant qu'électeur ou en tant que candidat (4). De plus, toutes les étapes du processus électoral ne font pas l'objet d'un examen ou d'une vérification par toutes les parties prenantes (ibid.) et l'administration électorale est souvent accusée de partialité du fait de la domestication des structures de gestion des opérations électorales. Ces grandes lignes incluent, en même temps, la traçabilité du système de financement des élections, la dynamique de genre et la fiabilité des résultats. L'enjeu de la gestion des conflits met en avant les conflits pré et post-électoraux qui sont une cause non négligeable des guerres civiles et de violation des droits humains en Afrique francophone.

Par ailleurs, l'analyse des processus électoraux en Afrique francophone met au-devant de la scène les partis politiques de l'opposition, dont certains ont réussi à gagner les élections dans des conditions défavorables (5), ainsi que des acteurs para-politiques tels que les associations, lobbys, organisations internationales, organisations non gouvernementales et organisations syndicales, etc., qui ont, dans plusieurs pays africains influencé le cours des élections. Entre coalitions/alliances, remise en cause des résultats des élections, boycotts et marches blanches, ces acteurs ont parfois réussi à ébranler l'hégémonie des partis au pouvoir dans le jeu électoral. Alors que l'année 2024 est marquée par un calendrier électoral chargé, avec dix-neuf pays africains dont douze de l'Afrique francophone qui organisent les élections présidentielles ou générales (Comores, Mali, Sénégal, Tchad, Afrique du Sud, Mauritanie, Burkina Faso, Rwanda, Algérie, Mozambique, Botswana, Somaliland, Tunisie, Maurice, Namibie, Ghana, Soudan du Sud, Guinée Bissau et Guinée), il est important de dresser un bilan de trente-quatre ans d'organisation des élections pluralistes dans un contexte général où la démocratie électorale semble perdre toute crédibilité.

II- Objectifs

Pour établir ce bilan sur les élections en Afrique francophone, la Division Gouvernance et démocratie du Nkafu Policy Institute, think tank de la Fondation Denis & Lenora Foretia lance cet appel à

contributions pour réunir un large éventail de contributions scientifiques sur les processus électoraux en Afrique francophone. De manière spécifique, il s'agit de :

- Évaluer l'évolution du processus électoral dans un ou plusieurs pays à travers une analyse concrète des avancées et défis ;
- Analyser les rôles des acteurs politiques et para-politiques dans la dynamique électorale depuis 1990 ;
- Formuler des recommandations pour garantir le bon fonctionnement des processus électoraux et assurer la légitimité des gouvernements.

III- Axes de réflexion

Sans être exhaustif, les réflexions peuvent s'articuler autour des axes suivants :

- Axe 1- Les acteurs des processus électoraux, leurs actions, interactions et stratégies.
- Axe 2- Les règles officielles et les pratiques sociales du jeu électoral.
- Axe 3- La légitimité du système électoral.
- Axe 4- La gestion des opérations préélectorales et électorales.
- Axe 5- Le contentieux électoral (Avant, pendant et après les élections).
- Axe 6- Technologies numériques et transparence électorale.
- Axe 7- Le rôle des médias dans l'organisation des élections.
- Axe 8- L'influence des acteurs para-politiques dans la dynamique électorale.
- Axe 9- Participation massive des femmes et des jeunes et dynamique électorale.
- Axe 10- Culture politique et abstention aux échéances électorales.

IV- Modalités pratiques

Les propositions de contributions (en Français ou en Anglais) de 1500 à 2000 mots maximum (hors résumé et références de l'auteur) doivent être présentées en Times New Roman, police 12, interligne simple. Elles doivent être accompagnées d'un résumé et de quatre mots-clés. Les citations doivent être faites en mode hyperlien. Les auteurs intéressés doivent envoyer leurs articles avant le 29 juillet 2024 à l'adresse électronique suivante : vaboudi@foretiafoundation.org avec une copie à hpiippie@foretiafoundation.org et bjengu@foretiafoundation.org. Les articles révisés seront renvoyés aux auteurs le 16 août 2024, avec une nouvelle date limite de soumission fixée au 2 septembre 2024. Les articles conformes aux conditions et commentaires seront publiés sur le site web du magazine ON POLICY Africa (www.onpolicy.org) et dans son édition spéciale d'octobre 2024.

V- Pertinence pour les contributeurs

Cet appel à contributions de policy briefs est une opportunité pour les chercheurs, d'accroître leurs productions scientifiques et visibilité dans le secteur de la recherche. Les articles reçus sont minutieusement évalués par des experts pour garantir leur qualité et pertinence, avant d'être publiés sur le site de ON Policy Africa, un magazine très suivi à travers le monde et qui met en perspectives des recherches qui visent à faire entendre la voix du Sud dans le discours politique mondial.